

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



lundi 11 novembre 2013

Venezuela : l'apocalypse tant espérée n'aura pas lieu (The Guardian-UK)

Thierry DERONNE, Mark WEISBROT

Les hausses continues du salaire et du pouvoir d'achat au Venezuela, conjuguées à l'explosion démographique urbaine – des milliers de familles populaires emménageant dans les logements construits par le gouvernement – ont fait exploser la consommation. Comme la production nationale n'a pas crû assez vite pour répondre à la demande, les intermédiaires privés en profitent pour gonfler les prix de biens importés à moindres frais... grâce au dollar préférentiel que leur accorde l'État – et l'opposition pour tenter de retourner la population contre le gouvernement (variante du scénario chilien qui avait prélué au renversement de Salvador Allende).

La grande différence est qu'au Venezuela l'offre reste très abondante, les pénuries relatives – on trouve la plupart des aliments dans les magasins – et que le gouvernement Maduro puise dans la crise téléguidée par le secteur privé et ses alliés colombiens et états-unis *“un moyen d'accélérer la révolution”*. Pour pallier les besoins de certains produits, le président bolivarien a obtenu l'appui immédiat de ses partenaires du MERCOSUR tels que le Brésil. Avec l'appui de la population, le gouvernement inspecte et le cas échéant prend le contrôle des entreprises privées et des chaînes commerciales qui ont augmenté artificiellement les prix ou accaparé des produits.

Parallèlement, le gouvernement investit dans l'appareil productif national et crée de nouveaux *“Centros de Distribución Directa”*. Le président Maduro rappelle que rien ne pourra empêcher la naissance du *“nouveau”*. Notamment la construction de l'économie communale qui permettra aux organisations sociales de prendre les rênes d'une économie auto-centrée, libérée de l'importation spéculative, et plus en phase avec les besoins profonds de la population.

Pour mieux comprendre où en est l'économie vénézuélienne après quatorze ans de révolution, nous publions l'analyse de l'économiste états-unien Mark Weisbrot, codirecteur du [Center for Economic and Policy Research](#) (Washington), parue dans [le quotidien britannique The Guardian](#), le 7 novembre 2013.

Thierry Deronne

“Le Venezuela dispose de suffisamment de réserves et de gains du commerce extérieur pour faire tout ce qu'il veut.”

Depuis plus de dix ans, ceux qui s'opposent au gouvernement du Venezuela – parmi lesquels il faut désormais inclure presque tous les médias qui comptent en Occident – nous expliquent que l'économie vénézuélienne va imploser. Comme les communistes qui dans les années 30 annonçaient la crise finale du capitalisme, ils voient l'économie vénézuélienne s'effondrer au prochain tournant. Quelle frustration, dès lors, de ne constater que deux récessions : celle causée par le lock-out pétrolier (décembre 2002-mai 2003) et celle liée à la récession mondiale (2009 et première moitié de 2010). Malgré ces deux récessions la performance économique sur dix ans – le gouvernement a pris le contrôle de la compagnie nationale du pétrole en 2003 – se [révèle finalement très bonne](#), avec en moyenne une croissance annuelle du revenu réel par personne de 2.7 %, une pauvreté réduite de plus de 50%, et de grandes avancées pour la majorité en termes d'emploi, d'accès aux soins de santé, aux allocations de retraite et à l'éducation. Entre septembre 2012 et septembre 2013, 166.625 personnes ont trouvé un emploi et 321.432 personnes sont passées de l'économie informelle à formelle. Le chômage pourrait s'établir à 4 % en 2014, selon l'INE.

Actuellement le Venezuela affronte des problèmes économiques qui réchauffent les coeurs de

ses ennemis. On lit tous les jours des mauvaises nouvelles (les informations occidentales sur le Venezuela sont presque exclusivement négatives, comme à la suite d'un décret) : les prix à la consommation ont bondi de 49 % l'an dernier ; le dollar se vend au marché or à sept fois le taux officiel ; il y a des pénuries de produits tels que le lait ou le papier hygiénique ; l'économie est en perte de vitesse, et les réserves de la Banque Centrale sont en baisse. Ceux qui pleurent depuis si longtemps vont-ils enfin voir leur rêve devenir réalité ?

Probablement pas. S'il faut suivre l'analyse de l'opposition et des médias internationaux, le Venezuela serait pris dans une spirale d'inflation-déévaluation, la hausse des prix saperait la confiance interne dans l'économie et la devise, provoquant une fuite des capitaux et l'explosion du prix du dollar parallèle : ce qui, toujours selon cette thèse, renforcerait l'inflation, comme le fait la création de monnaie par le gouvernement. Et les contrôles de prix par le gouvernement, les nationalisations, et d'autres interventions auraient causé des dommages et des problèmes structurels qui vont hâter la débâcle économique. L'hyper-inflation, la croissance de la dette extérieure, et la crise de la balance des paiements auront bientôt raison de cette expérience économique – tel est en tout cas le grand espoir et l'objet des prières quotidiennes.

Mais comment un gouvernement qui dispose de plus de 90 milliards de dollars en revenus pétroliers peut-il en arriver à une crise de la balance des paiements ? Eh bien, la réponse est qu'il ne peut pas, et qu'il ne le fera pas. En 2012 le Venezuela a tiré 93,6 milliards de dollars de la vente du pétrole alors que le total des importations – à leur plus hauts niveaux – était de 59,3 milliards. Les comptes courants ont connu un surplus de près de 11 milliards soit 2,9 % du PIB. Le paiement des intérêts de la dette publique externe, qui est la mesure fondamentale de l'endettement, ne concernait que 3,7 milliards. Ce gouvernement n'est pas près de tomber à court de dollars. L'analyse de la [Bank of America](#) sur le Venezuela du mois dernier l'a reconnu, en concluant que l'achat des Bons du gouvernement vénézuélien était une bonne affaire.

La Banque Centrale du Venezuela dispose de 21,7 milliards de dollars en réserves auxquels les économistes de l'opposition estiment qu'il faut ajouter 15 milliards répartis dans d'autres agences gouvernementales, soit un total de 36,7 milliards de dollars. L'usage est de considérer comme suffisantes des réserves qui peuvent couvrir trois mois d'importations ; celles du Venezuela couvrent au moins huit mois et probablement davantage. Et le pays a les moyens d'emprunter davantage sur le plan international.

Le fait que la plupart des réserves de la Banque Centrale soient en or peut faire problème mais l'or peut être vendu même si cela représente moins de cash que celui du Trésor états-unien. Il serait farfelu de croire que le gouvernement vénézuélien préfère une crise de sa balance des paiements à la vente de son or.

L'hyper-inflation n'est elle aussi qu'une hypothèse lointaine. Sur les deux premières années de la reprise économique qui a débuté en juin 2010, l'inflation a baissé, tandis que la croissance économique a grimpé à 5,7 % en 2012. Ceci montre que l'économie du Venezuela – malgré ses problèmes – est tout à fait capable de conjuguer prospérité avec baisse de l'inflation.

Ce qui a réellement poussé l'inflation, il y a près d'un an, fut la réduction de l'octroi de dollars pour le marché extérieur. Ceux-ci ont été réduits de moitié en octobre 2012 et pratiquement éliminés en février 2013. De sorte que beaucoup d'importateurs ont dû acheter davantage de dollars au marché noir. C'est de là qu'est venu le pic d'inflation. La dévaluation de février a également contribué en partie à l'inflation, mais dans une moindre mesure.

L'inflation a grimpé à un taux de 6,2 % en mai pour redescendre à 3,0 % en août lorsque le gouvernement a réinjecté des dollars dans le marché. Elle est remontée à 4,4 % en septembre mais le gouvernement a depuis lors augmenté l'octroi de dollars et a annoncé des plans d'importation d'aliments et d'autres biens, ce qui va probablement faire pression sur les prix à la baisse.

Bien sûr, le Venezuela fait face à de graves problèmes économiques. Rien à voir cependant avec ceux que subissent entre autres la Grèce (qui entre dans sa sixième année de récession) ou l'Espagne, piégée par des accords dont les objectifs macro-économiques entrent en conflit avec la reprise économique. Le Venezuela dispose de suffisamment de réserves et de gains du commerce extérieur pour faire tout ce qu'il veut, y compris pour dégonfler le marché noir du dollar et éliminer la plupart des pénuries. Ces problèmes peuvent être résolus rapidement par des mesures politiques.

Le Venezuela – comme la plupart des économies dans le monde – connaît aussi des problèmes structurels à long terme tels que la sur-dépendance du pétrole, l'infrastructure inadaptée et une capacité administrative limitée. Mais ces facteurs ne sont pas la cause de sa situation actuelle.

Pendant ce temps le taux de pauvreté a été ramené à 20 % l'an dernier. C'est certainement le plus important recul de la pauvreté pour les Amériques en 2012, et l'un des plus – sinon le plus – importants au monde. Ces chiffres sont disponibles sur le site de la [Banque Mondiale](#) mais presque aucun journaliste n'a entrepris le difficile voyage à travers le cyber-espace pour

les trouver et pour les publier. Demandez-leur pourquoi.

Mark Weisbrot

Traduction : Thierry Deronne

Source : [The Guardian \(UK\)](#), 7 novembre 2013.

<http://bit.ly/1hvG1Vf>

<http://bit.ly/1hvG1Vf>

<http://www.legrandsoir.info/venezuela-l-apocalypse-tant-esperee-n-aura-pas-lieu.html>